



cmec

Conseil des
ministres
de l'Éducation
(Canada)

Council of
Ministers
of Education,
Canada

**18^e Conférence des ministres de l'Éducation du
Commonwealth (CEEM)**

Pailles, Maurice

Du 28 au 31 août 2012

Rapport de la délégation du Canada

Table des matières

1. Introduction	3
2. Délégation du Canada.....	4
3. Structure de l'événement.....	4
4. Questions de fond abordées qui sont pertinentes pour le CMEC.....	5
5. Principaux messages communiqués par les personnes représentant le CMEC	7
6. Principaux résultats de la conférence.....	8
7. Suivi pour le CMEC.....	9

1. Introduction

La 18^e Conférence des ministres de l'Éducation du Commonwealth (18^e CCEM) s'est déroulée à Pailles, dans la nation insulaire de Maurice, du 28 au 31 août 2012. La CCEM est un événement qui a lieu tous les trois ans et qui donne l'occasion aux ministres de l'Éducation des 54 pays du Commonwealth de se réunir afin de discuter de questions d'intérêt commun. Ces rencontres contribuent aux objectifs du Commonwealth visant la promotion du développement, de la démocratie et des droits de la personne. Le Secrétariat est mandaté par les ministres de l'Éducation du Commonwealth et les chefs de gouvernement du Commonwealth pour continuer à concentrer les efforts sur les six champs d'action du mouvement de l'Éducation pour tous (EPT)¹.

Le thème de la 18^e CCEM était « *Education in the Commonwealth: Bridging the Gap as We Accelerate Towards Achieving Internationally Agreed Goals (IAGs)* » (l'éducation dans le Commonwealth : combler l'écart à mesure que nous approchons de la réalisation des objectifs approuvés internationalement). Ce thème visait à la fois les objectifs du Millénaire pour le développement et les cibles de l'Éducation pour tous. La conférence a couvert un large éventail de questions liées à l'éducation, y compris l'éducation de la petite enfance, les technologies de l'information et de la communication (TIC), le développement des compétences, la formation technique et professionnelle ainsi que la qualité globale de l'éducation à l'échelle du Commonwealth. Elle a examiné les progrès réalisés dans les domaines ciblés par les ministres à la 17^e CCEM (Kuala Lumpur, 2009) et a exploré les tendances et les pratiques novatrices en éducation au sein du Commonwealth. La 18^e CCEM a donné aux ministres l'occasion de passer en revue le travail accompli par les organisations du Commonwealth qui œuvrent dans le domaine de l'éducation, y compris par le Secrétariat du Commonwealth et le *Commonwealth of Learning* (Commonwealth de l'apprentissage).

Parallèlement à la conférence principale, plusieurs forums à l'intention des parties intéressées de l'éducation ont été organisés, y compris le forum de la société civile, du milieu universitaire

¹ (1) Développer et améliorer sous tous leurs aspects la protection et l'éducation de la petite enfance, et notamment des enfants les plus vulnérables et défavorisés; (2) Faire en sorte que d'ici 2015 tous les enfants, notamment les filles, les enfants en difficulté et ceux appartenant à des minorités ethniques, aient la possibilité d'accéder à un enseignement primaire obligatoire et gratuit de qualité et de le suivre jusqu'à son terme; (3) Répondre aux besoins éducatifs de tous les jeunes et de tous les adultes en assurant un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition de connaissances ainsi que de compétences nécessaires dans la vie courante; (4) Améliorer de 50 % les niveaux d'alphabétisation des adultes, et notamment des femmes, d'ici à 2015, et assurer à tous les adultes un accès équitable aux programmes d'éducation de base et d'éducation permanente; (5) Éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2005 et instaurer l'égalité dans ce domaine en 2015 en veillant notamment à assurer aux filles un accès équitable et sans restriction à une éducation de base de qualité avec les mêmes chances de réussite; (6) Améliorer sous tous ses aspects la qualité de l'éducation dans un souci d'excellence de façon à obtenir pour tous des résultats d'apprentissage reconnus et quantifiables - notamment en ce qui concerne la lecture et l'écriture, le calcul et les compétences indispensables.

et du secteur privé, le forum de la jeunesse, le forum du personnel enseignant et le forum des leaders de l'éducation postsecondaire et tertiaire (auparavant, le forum des rectrices et recteurs).

2. Délégation du Canada

- M^{me} Ramona Jennex, ministre de l'Éducation de la Nouvelle-Écosse et présidente du CMEC, en tant que chef de la délégation;
- M^{me} Shannon Delbridge, directrice générale principale par intérim, Écoles publiques, ministère de l'Éducation de la Nouvelle-Écosse;
- M^{me} Antonella Manca-Mangoff, coordonnatrice, International, CMEC, en tant que représentante du CMEC;
- M. Paul Taillefer, président, Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (FCE), en tant que représentant canadien au forum du personnel enseignant;
- M. Nick MacGregor, représentant canadien au forum de la jeunesse, Nouvelle-Écosse.

3. Structure de l'événement

Séance d'information stratégique du Commonwealth Advisory Bureau (CA/B)

La 18^e CCEM a été précédée de la séance d'information stratégique du *Commonwealth Advisory Bureau* – CA/B (bureau consultatif du Commonwealth). Le CA/B est un organisme accrédité du Commonwealth, un membre de la société civile et un corps indépendant du Secrétariat du Commonwealth. Il s'agit de l'un des plus grands fournisseurs mondiaux de programmes d'éducation internationale et de qualifications pour les apprenantes et apprenants âgés de 5 à 19 ans. Réputé pour ses publications et ses événements de haute qualité et d'avant-garde, le bureau est également connu pour le succès qu'il obtient dans l'adoption de recommandations stratégiques par les décideurs.

M^{me} Jennex a été invitée à prendre la parole dans le cadre d'un comité, avec le D^r Vasant K. Bunwaree, ministre de l'Éducation et des Ressources humaines de Maurice, et M^{me} Ann Puntis, présidente-directrice générale de *Cambridge International Examinations* (examens internationaux de Cambridge), sur le thème de la mobilité étudiante internationale dans un monde hautement concurrentiel.

18^e Conférence des ministres de l'Éducation du Commonwealth (18^e CCEM)

La 18^e CCEM a été animée et présidée par le D^r Vasant K. Bunwaree, ministre de l'Éducation et des Ressources humaines de la République de Maurice. Elle avait pour thème « *Education in the Commonwealth: Bridging the Gap as We Accelerate Towards Achieving Internationally Agreed Goals* ». La conférence a réuni des délégations de 39 pays, dont 34 avaient à leur tête un ministre.

Le programme réservé aux ministres est disponible à l'adresse suivante (en anglais seulement) : [http://www.gov.mu/portal/sites/18ccem/download/Ministerial%20Programme%20CCEM%20\(12\)2a%20\(3\)%20Final%202014%20August%202012.doc](http://www.gov.mu/portal/sites/18ccem/download/Ministerial%20Programme%20CCEM%20(12)2a%20(3)%20Final%202014%20August%202012.doc).

Il convient de préciser que la réunion réservée aux ministres était précédée d'une réunion des hauts fonctionnaires (RHF). Le programme de la RHF est disponible à l'adresse suivante (en anglais seulement) : [http://www.gov.mu/portal/sites/18ccem/download/SOM%20\(12\)\(O\)%20Final%202014%20August%202012.doc](http://www.gov.mu/portal/sites/18ccem/download/SOM%20(12)(O)%20Final%202014%20August%202012.doc).

Quatre forums à l'intention des groupes clés de parties intéressées du domaine de l'éducation

Quatre forums à l'intention des groupes clés de parties intéressées du domaine de l'éducation se sont déroulés du 27 au 30 août, parallèlement aux deux réunions principales :

- forum du personnel enseignant;
- forum de la société civile, du milieu universitaire et du secteur privé;
- forum de la jeunesse;
- forum des leaders de l'éducation postsecondaire et tertiaire.

M. Paul Taillefer, président de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (FCE), a assisté au forum du personnel enseignant. M. Nick MacGregor, ancien président du *Nova Scotia Youth Advisory Council* (conseil consultatif pour les jeunes de la Nouvelle-Écosse), a assisté au forum de la jeunesse. Aucune personne représentant le Canada n'a assisté au forum de la société civile, du milieu universitaire et du secteur privé, ni à celui des leaders de l'éducation postsecondaire et tertiaire.

Ces forums ont donné l'occasion de communiquer aux ministres les points de vue de ces importants acteurs de l'éducation. Ils ont permis à ces derniers d'interagir avec les groupes clés et les personnes qui œuvrent à l'avancement de l'éducation dans l'ensemble du Commonwealth. Les résultats de leurs discussions ont été présentés aux ministres, à des fins de réflexion, durant la cérémonie de clôture de la CCEM.

4. Questions de fond abordées qui sont pertinentes pour le CMEC

Objectifs approuvés internationalement (OAI)

Les ministres ont examiné les progrès de l'éducation au sein du Commonwealth dans le contexte des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et des cibles de l'Éducation pour tous (EPT) en lien avec l'éducation – deux axes regroupés sous l'appellation « objectifs approuvés internationalement (OAI) ». Ils ont fait mention des bons progrès accomplis à l'égard de l'atteinte des OAI, notamment dans le domaine de l'éducation primaire universelle. Les ministres ont reçu le rapport intitulé *Education in the Commonwealth: Towards and Beyond the Internationally Agreed Goals* (l'éducation dans le Commonwealth : vers les objectifs approuvés

internationalement, et au-delà) et ont fait part de leurs préoccupations quant au fait que 23,3 millions d'enfants d'âge primaire demeurent non scolarisés dans les pays du Commonwealth, et que 775 millions d'adultes – les deux tiers étant des femmes, pour une proportion de 460 millions de personnes vivant dans les pays du Commonwealth – étaient toujours incapables de lire et écrire.

Le plan stratégique en cours d'élaboration par le Secrétaire général du Commonwealth sera déterminant pour permettre au Commonwealth de se concentrer sur ses domaines d'avantages comparatifs. Le point de vue du Canada est que la prochaine phase cruciale sera la mise en œuvre du processus de réforme, dans les limites des ressources existantes, afin d'évaluer les résultats. Les ministres reconnaissent la nécessité pour le Secrétariat de mener un exercice de rationalisation en mettant l'accent sur le rapport qualité-prix et sur le renforcement des capacités dans le secteur de l'éducation.

La Conférence mondiale sur l'EPT de 2015 se tiendra à Séoul, Corée, au printemps 2015. Elle visera à discuter des objectifs de 2015, à faire le point sur les événements qui ont eu lieu au cours de ces 25 dernières années et à fixer les objectifs pour l'avenir.

L'initiative *Education First* (l'éducation d'abord) du Secrétaire général des Nations Unies, qui cherche à promouvoir l'importance de l'éducation, sera officiellement lancée en septembre 2012, lors de l'assemblée générale qui se tiendra à New York. Cette initiative vise à mobiliser tous les partenaires – habituels et nouveaux – afin de placer l'éducation en tête du programme d'élaboration. Elle ciblera trois priorités : favoriser une plus grande équité en matière d'accessibilité, améliorer la qualité de l'apprentissage et promouvoir la citoyenneté mondiale.

Comblent l'écart au chapitre de la qualité par le leadership scolaire et les normes professionnelles pour le personnel enseignant

Les ministres ont souligné la nécessité de concentrer les efforts sur le leadership scolaire et sur les normes professionnelles pour les enseignantes et enseignants afin de garantir un enseignement de qualité. Ils ont signalé que de nombreuses familles, en particulier dans les pays moins développés, ne sont pas en mesure de préparer leurs enfants à l'entrée à l'école. Ils ont ajouté que la disparité entre les sexes continue d'être un défi, au même titre que les TIC. Les ministres ont mis en relief le fait que l'inaccessibilité à Internet pour un très grand nombre d'enfants élargira cet écart dans les prochaines années. La rétention du personnel enseignant, l'édification d'une infrastructure adéquate et l'accessibilité à Internet demeurent d'importants défis. Les ministres ont réitéré, d'une part, la nécessité d'un leadership pédagogique robuste pour améliorer la qualité des écoles et, d'autre part, le besoin d'un personnel enseignant de qualité – éléments qui doivent être appuyés par des normes professionnelles solides et un perfectionnement professionnel en cours d'emploi. Ils ont rappelé que les rôles et les modèles traditionnels d'éducation ne répondent plus aux besoins des apprenantes et apprenants du XXI^e siècle.

Le rôle de la langue pour combler l'écart en matière d'inclusion

Les pays ont fait part de leurs expériences et ont mis en relief plusieurs politiques qui avaient été mises en œuvre pour promouvoir les langues locales. Ils ont parlé de l'écart entre la langue d'enseignement et la langue de communication, ainsi que de l'importance de la langue locale comme langue d'enseignement pour promouvoir l'inclusion culturelle, sociale et économique. Ils ont souligné l'importance de la langue première comme langue d'enseignement, tout en reconnaissant que l'apprentissage de la langue anglaise est essentiel pour les économies mondiales d'aujourd'hui.

Future coopération en matière d'éducation dans le Commonwealth

Les ministres ont approuvé le plan triennal du *Commonwealth of Learning – COL* (Commonwealth de l'apprentissage) pour 2012-2015, intitulé « *Learning for Development* » (apprendre pour le développement). Ils ont souligné la nécessité de renforcer la *Virtual University for Small States of the Commonwealth – VUSSC* (université virtuelle du Commonwealth pour les petits États) et de développer et d'utiliser les ressources éducatives libres (REL) afin d'offrir un enseignement et une formation de qualité.

La professeure Asha Kanwars, nouvellement nommée au poste de présidente et chef de la direction du COL, a présenté les huit domaines de collaboration du plan, qui sont axés sur l'élargissement de l'apprentissage grâce à l'utilisation de la technologie. Elle a expliqué que l'objectif du COL est de promouvoir les REL dans les écoles, en faisant appel à un éventail de technologies (tablettes et téléphones cellulaires) pour l'apprentissage en ligne, la formation du personnel enseignant, l'enseignement supérieur et le développement des compétences. Elle a souligné que l'utilisation des REL s'élargira à tous les secteurs du programme du COL. Elle a en outre mis en relief le travail accompli par M. John Daniels, ancien président et chef de la direction du COL, et a mis plus particulièrement l'accent sur le Congrès mondial sur les REL de l'UNESCO, tenu à Paris en juin 2012, qui a donné lieu à une déclaration en faveur des REL.

Les ministres ont salué les réalisations du Programme de bourses d'études et de recherches du Commonwealth et ont reconnu la réussite du fonds de dotation de ce programme. Le gouvernement de Maurice a annoncé que 54 bourses d'études seront allouées par l'*Open University of Mauritius* (université ouverte de Maurice). Les ministres ont été invités à suivre l'exemple de Maurice et à contribuer au fonds de dotation.

5. Principaux messages communiqués par les personnes représentant le CMEC

Séance d'information stratégique du Commonwealth Advisory Bureau (CA/B)

M^{me} Jennex a eu l'occasion de présenter les initiatives et les pratiques mises en place en Nouvelle-Écosse pour préparer les étudiantes et étudiants à un milieu de travail concurrentiel, dont certaines visent à inciter les établissements de formation à l'enseignement à adopter de nouvelles approches qui consistent à préparer les étudiantes et étudiants à apprendre non

seulement les compétences de base (lecture et écriture, mathématiques et sciences), mais également les compétences du XXI^e siècle, telles que le raisonnement critique, la collaboration, la créativité et l'innovation, aptitudes qui sont nécessaires dans l'environnement concurrentiel d'aujourd'hui. M^{me} Jennex a également souligné que la Nouvelle-Écosse soutient activement les approches en lien avec le leadership pédagogique, les communautés d'apprentissage professionnel et l'intégration de la technologie dans le système d'éducation, par l'entremise d'éléments tels que les activités d'apprentissage par projet et la technologie d'assistance.

18^e Conférence des ministres de l'Éducation du Commonwealth (18^e CCEM)

Les ministres reconnaissent la nécessité pour le Secrétariat de mener un exercice de rationalisation en mettant l'accent sur le rapport qualité-prix et sur le renforcement des capacités dans le secteur de l'éducation. Parallèlement, ils ont mis l'accent sur la nécessité de maintenir la section de l'éducation du Secrétariat jusqu'à 2015 et au-delà, tout en évitant le recouplement du travail.

6. Principaux résultats de la conférence

Les ministres ont approuvé la création d'un groupe de travail ministériel sur le Commonwealth pour articuler des recommandations sur les processus de haut niveau des Nations Unies visant à élaborer des objectifs à fixer à la suite des OMD et des cibles de l'EPT. Le délai accordé pour finaliser ces recommandations est fixé à novembre 2012. Les personnes représentant le Bangladesh, le Kenya, la Barbade, le Malawi, Maurice, le Nigeria, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Seychelles, l'Ouganda, la Tanzanie, l'Inde et Chypre ont été nommées et approuvées en tant que membres de ce groupe de travail.

Les ministres ont fortement préconisé l'inclusion de l'éducation en vue du développement durable (EDD) dans les prochains OAI pour le secteur de l'éducation. De plus, ils ont souligné l'importance des TIC comme moyen vital d'accéder à l'éducation à tous les niveaux, en précisant que la technologie doit reposer sur les besoins en matière d'éducation.

Le ministre de l'Éducation des Bahamas a proposé d'organiser la 19^e CCEM, qui aura lieu en 2015. Il recevra la confirmation de cet engagement de la part de son gouvernement en novembre 2012.

À la fin de la réunion, les ministres ont formulé un communiqué². Le Canada, la Sierra Leone, le Bangladesh, Kiribati, l'Inde, le Nigeria, le Mozambique et Maurice ont été invités à se joindre au comité de rédaction. Les ministres ont réaffirmé l'importance de l'éducation comme droit fondamental de la personne, et comme élément déterminant pour faire avancer les valeurs du Commonwealth en faveur de la démocratie, du développement et du respect de la diversité.

² Le communiqué de Maurice est disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <http://www.thecommonwealth.org/document/249627/18ccemcommuniquie.htm>.

7. Suivi pour le CMEC

Il est important de préciser que l'objectif et l'intérêt du Commonwealth ont été remis en question au cours des dernières années, principalement en raison du fait que son engagement à faire valoir ses valeurs est devenu ambigu aux yeux de nombreux états membres.

De nombreux pays du Commonwealth éprouvent des difficultés à répondre aux besoins les plus essentiels, tels que l'infrastructure, le personnel enseignant et le matériel didactique. Plusieurs pays membres, notamment le Nigeria et le Mozambique, ont estimé qu'il est difficile d'atteindre certaines cibles de l'EPT.

Par ailleurs, au même titre que le Royaume-Uni, la Nouvelle-Zélande et l'Australie, le Canada est un pays développé, fort bien avancé dans la mise en œuvre d'initiatives et de pratiques, comparativement à la plupart des autres pays du Commonwealth. Il a non seulement atteint les objectifs de l'EPT, mais il les a aussi surpassés dans bien des cas.

La présence du Canada aux réunions du Commonwealth est donc importante, car le pays contribue à leurs objectifs en mettant en commun ses initiatives, ses pratiques exemplaires et son expertise, qui peuvent servir à soutenir l'élaboration de programmes d'études et la formation du personnel enseignant dans bon nombre de pays en développement. Le Canada tire parti de l'acquisition de connaissances sur les nouvelles initiatives comme le Commonwealth fait tout son possible pour améliorer l'accès à un enseignement et à une formation de qualité.

Les Conférences des ministres de l'Éducation du Commonwealth ont lieu tous les trois ans et constituent une tribune importante pour mettre en commun les initiatives provinciales/territoriales ainsi que les pratiques exemplaires. Les ministres de l'Éducation du Canada font plus ample connaissance avec leurs homologues d'autres pays, tout en enrichissant leur compréhension mutuelle des enjeux internationaux. Il s'agit d'un important forum permettant de promouvoir les priorités du Canada en matière d'éducation.